L'ABEILLE.

Journal Quotidien de l'ETAT, du Commerce Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première Cité de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

JOURS DE PUBLICATION—LUNDI, MERCREDI, VENDREDI ET SAMEDI.

NOUVELLE-ORLEANS :
SAMEDI MATIN, 17 SEPTEMBRE 1836.

POUR PRESIDENT,
M. VAN BUREN.

POUR VICE PRESIDENT :
RD. M. JOHNSON.

"Je préfère que nos seulement vous, mais la population entière des Etats-Unis comprenne bien à présent que, si le désir de ceux qui veulent m'élever à la suprême Magistrature était satisfait, je devrais, dans l'exercice des fonctions de Président, me montrer toujours inflexible et constant adversaire de toutes les mesures du Congrès qui tendraient à abolir l'esclavage dans le district de Columbia, contrairement aux vœux des Etats dans lesquels l'esclavage existe, et je prendrais la résolution que rien ne pourra ébranler de m'opposer à la moindre interférence à ce sujet.—*Martin Van Buren.*

ELECTEURS DU PRESIDENT ET DU VICE-PRESIDENT DES E.-U.

1ER. DISTRICT	J. B. FLAUCHÉ.
2ME. DISTRICT	T. W. SCOTT.
3ME. DISTRICT	T. LANDRY.
4ME DISTRICT	A. MOUTON
5ME DISTRICT	P. E. BOSSIER.

Choléra à Charleston.—Du 5 au 6 il y a eu 23 nouveaux cas de choléra sur ce nombre il y eut 3 décès. Du 6 au 7, quinze autres cas se sont manifestés dont le résultat a été cinq décès. Parmi les personnes atteintes de la maladie les jours précédens, 6 sont mortes dans les journées du 6 et du 7. De sorte que l'état des progrès de la maladie depuis son apparition serait comme suit, savoir : 113 cas dont 19 sur les blancs et 94 sur les noirs et hommes de couleur. Sur ce nombre il y aurait eu 50 décès : le reste était en traitement ou en convalescence. La proportion est toujours la même entre le nombre de cas et celui des décès ; celle entre les blancs et les noirs est maintenant comme 1 est à 5 ou environ ; elle était primitivement comme 1 est à 6.

Une Petite Abolitionniste en Amérique.

Jusqu'à présent nous n'avions jamais prêté une attention bien marquée à un petit journal, (feuille officielle, cependant,) du Canada, intitulé "La Gazette de Quebec." La peu d'intérêt qu'offraient ses colonnes nous l'avait toujours fait regarder comme un objet sacré. Nous n'y touchions jamais, à moins que ce ne fut pour le faire passer de notre bureau entre les mains des marchandes fruitières de la Bourse. Zabeth, La Grande, Lafille en étaient les héritières forcées. Aussi ont-elles toujours mis le plus grand soin à donner de la popularité à ce journal. A les entendre, il n'y en avait pas au monde qui convint mieux pour faire des enveloppes de fruits.

Néanmoins, soit curiosité, soit regret d'avoir traité pendant si longtemps avec indifférence et frondeur une feuille qui pouvait de tems à autre nous offrir quelques items intéressans sur la politique du Canada, nous nous sommes décidé, hier à ouvrir le dernier numéro que nous avait transmis la poste. Qu'y avons nous vu grand Dieu ! Des doctrines que ne désavoueraient ni les Trappan, ni les Thompson, ni les Garrisson, ni aucun de leurs frénétiques sectaires.

Des principes qui, semblent être vomis par tout ce que les Etats-Unis peuvent compter d'ennemis de sa puissance et de sa prospérité, pour allumer parmi nous l'incendie de la révolte, et donner cours à toutes ces scènes d'horreur dont l'histoire de la révolution de St. Domingue est l'affreux tableau.

Vraiment, quand nous réfléchissons aux mesures de prudence et d'énergie qui ont été employées par les Etats du Sud, d'un commun accord, pour empêcher la circulation sur leurs territoires respectifs de tous ces pamphlets abolitionnistes, fruits clandestins des missionnaires de la Grande Bretagne, nous sommes réellement surpris que, jusqu'à présent, on n'ait pas songé à examiner avec la plus scrupuleuse attention les feuilles qui nous viennent du Canada. Bien que nous n'eussions jamais remarqué dans leurs colonnes rien qui tendit à compromettre la paix et le bonheur des Etats-Unis, cependant l'échantillon que vient de nous donner la Gazette de Québec est plus que suffisant pour faire ouvrir les yeux à nos autorités publiques et les engager à surveiller les démarches d'un pays, qui nous touche de si près et qui renferme peut-être dans son sein nos plus grands ennemis politiques. Nous dirons plus : la feuille dont nous parlons devrait être repoussée avec horreur par tout ce qu'il y a de bons citoyens dans notre pays ; il devrait même être défendu qu'elle passât la frontière et qu'elle circulât librement par l'organe de nos bureaux de postes.

Quand à nous, quoique nous soyons l'ennemi le plus prononcé du code penal de Lynch, nous avons cru devoir faire un acte de justice personnelle envers la misérable feuille à laquelle nous avons fait allusion. Un bon *auto da-fé*, nous a vengé d'elle complettement.

Nous avons allumé de nos propres mains le bucher qui devait la réduire en cendres, et après avoir consommé la sacrifice, nous avons impitoyablement rayé de nos livres de correspondance le nom de la GAZETTE DE QUEBEC. Nous espérons que tous nos confrères des Etats du sud suivront promptement notre exemple et qu'ils repousseront avec horreur un journal, dont le but exclusif, comme organe de la secte des abolitionistes anglais, est de ruiner notre pays en le plongeant dans toutes les horreurs d'une révolution d'esclaves.

Nous ne saurions terminer cet article sans faire une remarque qui nous semble frappante sur le machiavelisme de la Gazette de Quebec. Cette feuille qui prêche avec tant d'impudence l'affranchissement des esclaves et l'égalité des droits civils et politiques entre eux et leurs maîtres, est, elle-même l'avocat le plus dévoué de l'aristocratie Anglaise dans le Canada : et tandis que les libéraux de ce pays font les plus grands efforts pour se soustraire au vasselage que leur impose la mère patrie, elle, au contraire, combat de toutes ses forces pour renverser ces principes d'indépendance et de souveraineté nationale qui seuls peuvent faire des Canadiens un peuple tel que le demande l'esprit des institutions et les lumières du siècle.

SUICIDE. M. Peter Bacot, de Charleston, ci-devant caissier de la Branche-banque des Etats-Unis de cette ville, s'est suicidé à New York le 31 août dernier, en se faisant sauter la cervelle d'un coup de pistolet.—D'après la lettre que le défunt écrivit avant de se détruire, il paraîtrait que cet acte de désespoir n'a été provoqué que par le peu de ressources qu'il lui restait pour soutenir sa famille. M. Bacot, fils, était à N. York avec son père, lorsque cette affreuse catastrophe eut lieu. Personne à l'hôtel n'entendit le bruit de la détonation. Ce jeune homme arrivant et trouvant la porte de l'appartement de son père fermée, la clef en dedans, frappa à plusieurs reprises. Voyant qu'on ne répondait pas, et appréhendant quelques sinistre événement, il se décida à enfoncer la porte. Quelle douleur en voyant l'auteur de ses jours étendu sur le parquet, baigné dans son sang, et ne donnant aucun signe de vie. Ses cris retirèrent quelques individus de l'hôtel. On s'approcha du défunt et on acquit la certitude que lui même il avait mis un terme à son existence.

Loi de Lynch cruellement mise à exécution.

Le *Journal of Helena* (Arkansas), nous apprend que dernièrement à Columbia, comté de Chicot, un homme nommé Bunch fut pris et pendu par les habitans de cette ville. C'était pendant les élections, et voici à quoi on attribue cet acte de rigueur et de cruauté. Bunch se présenta aux polls pour voter, mais les juges lui refusèrent ce droit en alléguant qu'il était homme de couleur. Ce refus donna de l'ombrage à Bunch qui en vint à des mesures de violences. Pendant le tumulte, le docteur Webb, citoyen très respectable, reçut plusieurs coups de poignard, et les blessures furent jugées mortelles. Cette conduite de Bunch exaspéra tellement le peuple qu'on arrêta le meurtrier et on le pendit sur le champ. Cette vogue populaire qu'obtient le code anti-social du gouverneur de l'Etat du Mississippi nous fait appréhender les plus grands dangers pour la prospérité future des Etats-Unis ; et si le Congrès-général, si les législateurs d'Etat n'y mettent ordre par des mesures promptes et énergiques, il faudra renoncer pour toujours à l'idée d'avoir aucune justice parmi nous, si ce n'est celle que veut le peuple dans ses accès de rage frénétique ; justice qui ne demande que du sang ; qui ne rêve que potence, victimes, meurtres, carnage, ruines et dévastation. Il est temps, le répétons nous et plus que tems d'arrêter ce torrent furieux qui menace de sapper jusque dans ses fondements l'édifice sur lequel reposent nos garanties civiles et politiques, le bon ordre, l'équité, et le respect que tout citoyen doit aux lois de son pays.

Faut-il croire ou non aux nouvelles qui nous arrivent du Texas ?—Lisez et jugez.

Le *Courier* de Charleston du 7 courant, après avoir publié le rapport apporté à la Nouvelle Orléans par la goëlette Julius César, et d'après lequel il paraissait que Poinsett, le chargé d'affaires, ministre ou commissaire des Etats-Unis auprès du gouvernement Texien, était parti de Velasco pour l'île de Galveston, ajoute la remarque suivante :

"Nous ne publions ce paragraphe que comme un objet de curiosité et pour mieux prouver combien sont incorrects quelquefois les rapports qui paraissent les plus croyables. M. Poinsett est maintenant à Greenville, dans cet Etat, avec toute sa famille ; il y est venu passer les mois d'été."

NOUVELLES.

La gazette de guerre toscane le Brutus capitaine Ward, est arrivée à New York le 31 du mois dernier. "C'est," dit l'*Advocate* de cette ville, "la première fois que nous ayons vu un bâtiment Toscan dans notre port. Le Brutus est une corvette goëlette ; elle est armée de 10 pièces de canon, et a d'ailleurs une marche supérieure. Nous ignorons le motif de sa visite."

—Des nouvelles reçues à New-York mentionnent le sauvetage de la goëlette Maine, de Portland, qui s'est perdue sur la côte Nord de St. Domingue. La cargaison fut sauvée mais elle se trouvait en grande partie endommagée. Le bâtiment après avoir été tiré des écueils par les pilotes a été conduit au Port-au-Plate et vendu à l'enchère publique.

—La frégate de guerre United States, partie de New-York pour la station de la Méditerranée est arrivée à Gibraltar le 10 Juillet en 27 jours de traversée.

—Des dates de la Jamaïque du 30 juillet annoncent que le sloop Green Plane, capitaine Barth, parti du Port Antonio pour le Blue Hole a chaviré, dans un coup de temps. Le capitaine et 5 hommes de l'équipage se sont noyés. Il n'y avait que 7 hommes à bord, et le septième ne s'est sauvé qu'en montant sur un des paniers du bâtiment.

— Les gazettes du nord ont fait un calcul d'après lequel il paraîtrait que le nombre de meurtres commis à la Nouvelle Orléans dans le courant de l'année dernière a été 120 ou 130. Nous doutons de la véracité de ce calcul ; mais ce dont nous sommes persuadé c'est qu'il se commet beaucoup plus d'assassinats au nord qu'ici. Journellement les feuilles de New York, Boston, Philadelphie, &c. sont remplies de détails sur quelque meurtre épouvantable. Nous en avons vu une surtout, de la première de ces trois villes dont une colonne entière est consacrée à rendre compte d'un nombre considérable de guet-a-pens, d'homicides et de brigandages qui eurent lieu dans les 24 heures qui venaient de s'écouler.

—Les dernières nouvelles reçues de France font savoir que la nouvelle troupe d'acteurs pour le théâtre française de la Nouvelle Orléans sera aussi complète que possible. Mais l'édifice, comment sera-t-il ? Nous l'ignorons. On a parlé de l'abattre pour en construire un autre qui ne laissera, dit-on, rien à desirer sous le rapport de l'architecture et de la commodité.

Les seuls individus qui pourraient nous mettre au fait de l'amélioration projettée seraient Mrs. V. & T. Ils ont eu à ce sujet une longue correspondance avec le *Courrier* ; mais tout cela en est résulté pour l'information du public c'est de savoir, d'après le témoignage des deux architectes, que l'un avait un fonds de jésuitisme sans exemple et que l'autre était ignorantissime dans toute la force du terme. Beaux élémens pour construire un théâtre.

—Mr. T. veut bâtir la salle du Théâtre pour y établir un cours d'acoustique. Mr. V. n'entend pas de cette oreille : il veut faire un salon de revérences. Le public plus connaisseur que ces deux messieurs ne veut ni de l'un ni de l'autre des deux plans proposés.

—On assure que Mr. T. est assez faible théoricien, et Mr. V. peu fort en pratique. C'est dommage, car, autrement, les deux réunis eussent fait un passable architecte.

—On demandait qui avait le plus gagné du public ou du Courrier, dans la discussion scientifique qui a eu lieu entre T. & V.—Ni l'un ni l'autre, répondit un plaisant. Tous les deux ont eu à perdre quelque chose. Le public a perdu son latin à deviner ce que voulaient les deux antagonistes, et le Courrier, un bon quart de ses abonnés. Les deux champions eux mêmes ont beaucoup perdu à se faire connaître.

—On présume que le nouveau théâtre français ne se bâtira que lorsque l'Académie des Sciences aura prononcé sur la question qui s'est engagée entre MM. T. & V.

— La direction du Théâtre d'Orléans est, dit-on, fort embarassée à faire un choix entre MM. T et V, pour la construction du nouvel édifice à bâtir.—Comment ? est-ce que les deux architectes feraient assaut à qui possède le plus de talens ?—Non : à qui en a le moins.

— *L'Echo de la Louisiane*, qui d'ordinaire parle de tout, n'a cependant rien dit de la salle acoustique de M. T. Vraiment cela n'est pas étonnant : le petit aura vu de prime abord que cette salle n'offrait aucun point de *réflexion*.

— On assure que depuis que la loi de juge Lynch est à l'ordre du jour aux Etats-Unis, le maire et les conseils de ville ne songent plus à faire achever les nouvelles prisons. C'est bien dommage : car il y a tant de malheureux qui ont besoin d'une demeure permanente, aux frais de l'Etat, de la Ville ou de la Paroisse.

— C'est demain le jour fixé pour la partie de plaisir aux îles Chandeleurs. La pêche et la chasse sont le but projetté de cette excursion. Arrivez amateurs ! On vous attend avec impatience : vous trouverez à bord du bateau à vapeur *Mobile*, qui fait le trajet, tout ce dont vous avez besoin, en fait de lignes, de seines, d'éperviers, &c. &c. Et si le hazard voulait que vous ne prissiez aucun poisson, vous pourriez au moins dire qu'on vous fait avaler un fameux goujon.

ISERE—On lit dans le Journal de l'Isère (Grenoble) du 14: "Dans la nuit de mardi à mercredi, après minuit un détachement de 42 hommes du 21 régiment de ligne est parti pour St. Maurice Lalley afin d'y réprimer une petite émeute qui s'était manifestée parmi les habitans de cette commune, à l'occasion d'une rixe survenue dans une vogue le 3 juillet. Quelques individus s'étaient déjà livrés à des voies de fait envers la gendarmerie du canton.

—M. Pontus, de Cahors, a adressé à l'Académie des Sciences la note suivante sur une pluie de crapauds dont il a été témoin :

Au mois d'août 1804, dit il, j'étais dans la diligence d'Albi à Toulouse : le tems était beau et sans nuages. Vers quatre heures après midi, la diligence s'arrêta pendant quelques minutes à La Conseillères (3 lieues de Toulouse) pour changer de chevaux. Au moment où nous remontions en voiture, un nuage très-épais couvrit subitement l'horizon et le tonnerre se fit entendre avec éclat.

Le nuage devait être à une très-petite élévation, car les gouttes d'eau qu'il laissa tomber sur nous étaient très-grosses. Ce nuage creva sur la route, à 60 toises du point où nous étions. Deux cavaliers, qui revenaient de Toulouse, où nous allions, et qui se trouvaient exposés à l'orage, furent obligés de mettre leurs manteaux pour se garantir ; mais ils furent bien surpris et même effrayés lorsqu'ils se virent assaillis par une pluie de crapauds. Ils bâtèrent leur marche et s'empressèrent, dès qu'ils eurent rencontré la diligence, de nous raconter ce qui venait de leur arriver. Je vis encore sur leurs manteaux de petits crapauds, qu'ils firent tomber en les secouant devant nous.

La diligence eut bientôt atteint le lieu où le nuage avait crevé, et c'est là que nous fûmes témoins d'un phénomène bien rare et bien extraordinaire. La grande route et tous les champs qui la longeaient à droite et à gauche étaient jonchés de crapauds dont le plus petit avait au moins le volume d'un pouce cube, et le plus grand près de deux pouces, ce qui me fit penser que tous ces crapauds avaient dépassé l'âge d'un à deux mois. J'en vis jusqu'à trois ou quatre couches superposées les unes sur les autres. Les pieds des chevaux et les roues de la voiture en écrasaient plusieurs milliers. Quelques voyageurs voulaient fermer les stores afin de les empêcher d'entrer dans la voiture : leurs bords devaient le faire craindre ; je m'y opposai et ne discontinuai pas de les observer. Nous voyageâmes sur ce pavé vivant pendant un quart d'heure au moins, les chevaux allant au trot.

—Le Moniteur algérien du 3 juillet contient, dans sa partie officielle différens arrêtés, dont le plus important est celui qui ecnsacre les dispositions suivantes :

"Tout marin étranger, tout capitaine ou officier de la marine marchande étrangère, qui, habitant depuis un an révolu les possessions françaises dans le nord de l'Afrique, se fera inscrire sur un état nominatif tenu au bureau de la marine, et s'engagera sous caution à peine d'une amende de cent francs, à résider pendant deux ans dans la colonie, pourra être admis comme les Français à commander, sur les côtes d'Afrique les navires français et étrangers qui seront autorisés à caboter sur lesdites côtes, ou à entrer dans la composition de leur équipage."

ARDENNES.

Un incident bien extraordinaire vient de se passer dans les environs d'une petite ville frontière de ce département : Un paysan était occupé à mettre le feu à sa grange, lorsqu'une voiture, cachée dans un pli de haie entre Rimogne et Sécheval, prit en se sauvant lui même. Confrontés tous deux devant le juge d'instruction, le paysan soutenait qu'il n'avait mis le feu à sa grange, que parce qu'il savait qu'un tel, son voisin, le voleur sur lequel il avait des soupçons, y était caché et le voleur soutenait à son tour, que, soupçonnant les mauvais desseins du paysan, il avait voulu le prendre sur le fait ; malheureusement, il ne s'y était pas pris assez à temps pour empêcher l'incendie. Les tribunaux vont décider.

—On lit dans le *Journal du Havre*.

"Il se trouvait à bord du paquebot américain *Albany*, arrivé hier de New York, 3,765 lettres et paquets, dont 291 pour le Havre, le reste pour la France et l'étranger, et en outre 250 paquets de journaux et brochures. On estime que chaque paquebot porte l'un dans l'autre 5,000 lettres par double voyage, ce qui donne pour les quatre paquebots qui partent chaque mois, 20,000 lettres, et par an 24,000 lettres et paquets. Le produit annuel de ces lettres, pour la poste du Havre, en évaluant seulement leur taxe à 50 centimes, est donc de 72,000 fr. pour la seule correspondance de New-York.

—Les tremblemens de terre sont à l'ordre du jour en Italie ; le *Diario di Roma* du 18 juin, annonce que le 15 une double secousse, s'est fait sentir à Frascati, à une heure après midi ; les secousses ont été légères et n'ont de remarquable que leur coincidence avec les événemens de même nature qu'on a signalés dans la Sicile, dans les Calabres, à Malte, et dans le royaume lombardo-vénitien.

—On sait l'accident funeste qui a failli coûter la vie à Mlle. Garnerin, dans son ascension de dimanche dernier. Elle a eu la vie sauve, il est vrai ; mais elle y a perdu son ballon, qui a été inévitablement mis en pièces par les habitans de la commune de Vaugirard.

—M. Garnerin, père de la célèbre aéronaute, a porté plainte à M. le commissaire de police, pour obtenir la séquestration de ce ballé, qui cause à Mlle. Garnerin une perte de plus de 9,000 fr.

—Un vieil accapareur, nommé Fétuse, et qui était plus connu dans son quartier sous le sobriquet de Pico fut décédé à Paris, ab intestat, dans le mois de septembre 1833. Aucun héritier ne s'étant présenté pour recueillir sa succession, la régie des domaines s'empara provisoirement des biens du défunt. L'inventaire constata un actif de 1,700,0000 fr.

PAR DE CALAIS.—Le nommé Léopoldes (Nicolas) dit Napoléon Wessel, Polonais réfugié comme ayant tué, le 30 juin dernier, dans un café de Douvres, des propos incendiaires au sujet de l'attentat du 25, a été arrêté dans la nuit du 12 au 13 de ce mois par la police de Boulogne, à son débarquement du paquebot à vapeur l'Arlequin, venant de Londres : il a été immédiatement incarcéré à la maison d'arrêt, d'où il a été extrait le 15 et renvoyé par le bâtiment qui l'avait amené.

—On écrit de Rome, 20 juin :

"L'événement tragique arrivé dernièrement à Ceprano est encore ici le sujet de toutes les conversations. Le gars de Bonaparte, qui y figure, lui donne le plus grand intérêt. On attend encore de la peine à rassembler les causes, afin d'en bien juger toutes les circonstances.

"Les fils du prince Lucien Bonaparte, D. Pierre-Napoléon et D. Antoine Lucien, l'un âgé de vingt ans, l'autre de dix-neuf, habitaient depuis quelques années sur leur terre de Canino, située dans les états pontificaux, leur goût pour la chasse, le besoin de se défendre contre les voleurs, qui de temps en temps se montraient dans le pays, les avaient habitués à ne sortir jamais de chez eux sans leurs armes que tout prince romain a le droit de porter. Cette coutume, qui avait quelquefois chose d'étrange, donna bientôt lieu dans le public à des bruits dont on profita pour faire concevoir au Saint-Père quelques inquiétudes sur leur présence dans ces états, et obtenir de lui un ordre d'exil.

"Cette détermination du Saint-Père leur était connue ; leurs passeports leur étaient promis, et ils se préparaient avec résignation à leur départ pour l'Amérique, lorsque tout-à-coup ils sont assaillis par des carabiniers pontificaux, sans même recevoir d'eux l'intimation d'un ordre d'arrestation!.... Les deux frères n'étaient point réunis dans le moment. L'aîné, D. Pierre, se promenait amicalement sur la place publique avec l'officier des carabiniers. C'est par lui que l'on commença. Se sentant tout à coup saisi violemment par plusieurs hommes qui ne lui déclaraient point leurs véritables intentions, et qu'il devait naturellement soupçonner d'avoir à sa vie, il se défendit courageusement. Aussitôt il fut entouré par trente ou quarante carabiniers qui accourrent d'une maison voisine, tirant des coups de pistolet et donnant des coups de baïonnettes à tort et à travers. Dans cette mêlée, l'officier est tué, un maréchal des logis grièvement blessé, ainsi que plusieurs autres carabiniers. Le jeune D. Pierre, embarrassé dans ses éperons, tombe et, déjà étendu à terre, essuie plusieurs coups de feu ; un seul le blesse à la fesse, un autre à la jambe.

"D. Pierre mis hors de défense, on court à son frère qui, attiré par le bruit qu'il entendait, descendait un escalier de son habitation. Le premier carabinier qui l'aperçoit lui tire un coup de pistolet. Le jeune homme saisit aussitôt son fusil ; on dirige encore contre lui quelques coups de feu, qui ne l'atteignent pas, et quelques baïonnettes qu'il écarte en se blessant les mains. Mais bientôt, faisant bonne contenance sans tirer un seul coup de son arme, il parvient, par son sang froid, à maintenir les carabiniers en respect, et les oblige à se retirer. D. Pierre, lié et garotté, fut conduit à Rome, enfermé au château Saint-Ange sous une garde sévère, et D. Antoine est, dit-on, déjà parti furtivement pour l'Amérique.

"Maintenant, comment se fait-il qu'au moment où on leur promettait leurs passeports, on soit venu pour les arrêter ? Pour quel motif cet ordre a-t-il été donné? Dans quel but et sous quelle influence ! Est-il même bien certain que l'ordre soit émané du pape ? C'est ce que le procès qui s'instruit, tant contre D. Pierre, d'une part, que contre les carabiniers, de l'autre, par les parens et amis de ces jeunes gens, ne manquera pas de révéler. Jusqu'à présent, on n'a que des données fort incertaines.

"Ici on s'intéresse beaucoup au procès de D. Pierre On n'a, dit-on, aucune crainte de le voir condamné. L'accusateur public cherche à prouver que c'est lui qui aurait tué l'officier de carabiniers ; mais jusqu'à présent toutes les recherches, vérifications et dépositions à ce sujet tendent, au contraire, à établir qu'il aurait été frappé par l'arme d'un de ses soldats. Tous les témoignages sont jusqu'à présent en faveur des deux jeunes princes, et l'empressement que les habitans de Canino mettent à aller faire leurs dépositions pour les justifier, prouvent qu'ils savaient s'y faire aimer."

Conseil de la 3me. Municipalité.

Séance du 14 septembre 1836.

Le conseil s'est assemblé conformément à l'ajournement.

Les membres présents furent ; le Recorder, Mrs. Davigneaud, Ferraud, Lara, Percy, Kilshaw, Lessops et Marigny.

Lecture de la séance précédente est faite, et sur motion de Mr. Féraud, le secrétaire est invité à y corriger une erreur ; c'est que le conseil n'a pas persisté malgré le véto du maire dans la résolution relative à l'enrégistrement au bureau du secrétaire du recorder des noms des personnes qui auraient des alignements et nivellements à demander au voyer.

Lecture est faite du message du maire en date de ce jour.

La première partie du message a pour but, de renvoyer à la considération ultérieure du conseil une résolution adoptée à la séance précédente relative aux magasins d'entrepôt et d'inspection de tabac

Mr. Marigny demande une seconde lecture du 1er. article de la lettre du maire.

Le conseil ayant pris en considération les motifs du véto du maire, et Mr. Marigny ayant démontré les avantages qui doivent résulter pour la municipalité de la construction de ces magasins à tabac, le conseil a persisté nonobstant le véto du maire, à une majorité de six contre un.

Sur motion de Mr. Lessops et après dispensation des règles.

Résolu, Que la 3me. Municipalité nommera deux membres du conseil qui auront accès aux livres, siégeront et voteront aux séances de la compagnie des dits magasins à Tabac ; de plus, que, lorsque les revenus excéderont 6 pcp. on remboursera à la 3me. Municipalité les sommes avancées avec l'intérêt de 10 cpc au lieu de six qui a été déjà proposé, et bien entendu aussi, que le capital employé aux dits établissements ne pourra excéder deux cent cinquante mille piastres (₱250,000) et que la valeur de la terre sur laquelle seront les dits établissements sera calculée et estimée sur le prix d'achat qu'a fait la compagnie, des terres de Messrs. Lessops & Cross. Il est aussi bien entendu, que le reliquat de la terre qui ne sera pas employée aux dits établissements sera vendue pour concourir à la masse du capital nécessaire aux bâtisses. Il est aussi entendu que ces résolutions sont considérées comme faisant partie de la première résolution qui assure à la compagnie les 10 pour cto par an sur le capital qu'elle doit débourser. De plus, que les wharfs seront effectués de la rue Pologne à la limite inférieure de l'habitation Lessops.

La 2de partie du message est relative à une résolution passée à la séance précédente, invitant le maire à s'adresser à la cour pour obtenir la nomination des assesseurs voulus par la loi pour estimer les dommages et avantages de l'ouverture de la rue Moreau, &c. Cette partie du message informe le conseil que la Cour de Paroisse étant en vacances la demande n'a pas pu être faite, mais qu'elle le sera aussitôt la rentrée de la Cour.

La 3me. partie du message a pour but de faire observer au conseil, que si le maire n'avait pas notifié les personnes qui encombrent la rue de la Levée, entre les rues Piété et Indépendence de faire enlever ces mêmes encombremens, c'est qu'aucun rapport ne lui avait été fait à cet égard par aucun officier de police.

Sur motion de Mr. Féraud, le secrétaire est invité à envoyer au wharfinger une copie de cette partie de la lettre du maire.

La dernière partie de la lettre informe le conseil que personne ne s'est présenté pour l'adjudication des trois postes d'huitres non encore adjugés dans la 3me. Municipalité.

Sur motion de Mr. Lessops, le conseil autorise le Recorder à donner pour cette année les trois postes d'huitres non encore adjugés *gratis*.

Lecture est faite d'une lettre de Mr. Petitpain, offrant de vendre à cette Municipalité un terrain situé rue Louise.

Sur motion, cette lettre est référée à un comité spécial composé de Messrs Kilshaw, Lara et Féraud.

Le secrétaire donne connaissance d'une lettre de Mr. John Culbertson offrant sa résignation comme avocat de la 3me. Municipalité.

Sur motion de Mr. Duvigneaud, et après dispensation des règles, *Résolu*, que la résignation offerte au conseil par Mr. John Culbertson dans sa qualité d'avocat de la 3me. Municipalité est acceptée et que l'emploi soit et demeure vacant.

Le secrétaire donne connaissance d'un compte de Mr. Lamothe montant à $60.

Sur motion, renvoyé au comité de finances.

Le Recorder ayant fait l'appel des comités ;

Le comité des améliorations, fait le rapport suivant accompagné d'une série de résolutions : Le comité des améliorations auquel a été référée la lettre de M. Charles Carrel, offrant de vendre à la Municipalité la portion de terre nécessaire à l'ouverture de la rue Moreau, a l'honneur de vous rapporter, lo. que les grands établissemens qui se font dans le Municipalité le commerce croissant de cette partie de la ville réclament l'ouverture immédiate de cette rue qui est le plus rapprochée du chemin public. 2o. Qu'entre le rue Morgan et le marché Washington, M. Carrel possède à peu près un mesurage de terre de dix huit pieds de deux pouces de façade à la rue Louise, et s'étendant entre lignes parallèles jusqu'à la rue Piété, ainsi qu'il paraît du plan soumis au Conseil ; il est de la plus grande importance pour la Municipalité de conclure l'acquisition de la terre offerte ; dans ce but le comité vous soumet les résolutions suivantes :

Résolu, Que la Maire est autorisé au nom et pour compte de la Municipalité à acheter de M. Charles Carrel un lot de terre situé en faubourg Claude, joignant la propriété du marché Washington, et ayant soixante deux pieds neuf pouces, trois lignes de face à la rue Louise, et s'étendant de la dite rue Louise entre lignes parallèles jusqu'à la rue Piété, pour la somme de huit mille piastres payables, un tiers comptant, un tiers à un an et un tiers à deux ans, à la charge par la Municipalité d'ouvrir la rue Moreau sur la propriété ci-dessus décrite, et à condition que le marché Washington sera construit sur la façade de la dite rue Moreau après que l'aile du dit marché face à la rue Louise aura été construit.

Résolu, Qu'afin de mettre à exécution la présente résolution, le maire est autorisé à tirer sur le Trésorier son mandat pour la somme de deux mille six cent soixante six piastres et soixante six cents deux tiers et à signer au nom de la Municipalité deux billets de $1,666,66 2|3c. dont l'un à un an et l'autre à deux ans de date.

Résolu, Qu'il sera du devoir du voyer aussitôt que la vente de la dite propriété aura été passée, de faire confectionner en carbotenes et carreler ces briques du lac, les trottoirs qui bordent les deux côtés de la rue Moreau, depuis la rue Louise jusqu'à la rue Piété.

Le comité de pavage fait le rapport suivant d'une série de résolutions :

Le comité de pavage prend la liberté de vous soumettre que cette Municipalité est presque entièrement dépourvue de matériaux de pavage et conséquemment les nombreux travaux publics qui ont été ordonnés pour l'amélioration des chemins doivent souffrir immédiatement un retard.

Ainsi il est urgent que des mesures soient prises immédiatement pour en obtenir les fournitures requises, de manière à ce que les travaux soient continués sans délai.

Le comité désirerait ici attirer l'attention du Conseil sur l'usage des pierres plates pour pavage comme moins susceptibles d'être dérangées par les charges pesantes qui doivent passer dessus ; le comité recommande d'en faire l'expérience, sur le même plan que celui qui a été adopté avec succès dans les villes de Paris et autre part. Le comité se sent autorisé à donner cette recommendation en ce que les matériaux de cette nature peuvent se procurer en grandes quantités et à un prix modéré sur les bords de l'Ohio.

Résolu, Que le rapport du comité de pavage, soit adopté et que Messrs Peteré & Millard soient autorisés à importer dans l'espace de trois mois de cette date et pour l'usage de cette Municipalité, les matériaux de pavage ci-après décrits.

10,000 pieds de curbstones de 16 pouces de largeur, 4 pieds de longueur sur 8 pouces d'épaisseur.

10,000 pieds de curbstones de 18 pouces de largeur, 4 pieds de longueur, sur 8 pouces d'épaisseur.

10,000 pieds de curbstones de 20 pouces de largeur, 4 pieds de longueur, sur 8 pouces d'épaisseur.

10,000 pieds de curbstones de 24 pouces de largeur, 4 pieds de longueur, sur 4 pouces d'épaisseur.

10,000 pieds de gutter stones de 18 pouces de largeur, 2 1|2 à 4 pieds de longueur, sur 6 pouc. d'épaisseur.

Les pierres susdites devant être égalies à leur surface et régulières sur les côtés, et pourvu que le prix n'excède pas celui auquel les autres municipalités ont contracté avec Messrs. Peteré & Millard, et que le mode de paiement ne soit pas moins avantageux.

Il est de plus résolu que John Kilshaw Esq. est autorisé à s'assurer à quel prix par toises les pierres susdites ou en sont dans l'Ouest pour pouvoir pourraient être procurées et livrées à cette municipalité ; et aussi à s'assurer à quel prix par pied courant des curb stones et gutter stones de granit pourraient être fournies à cette municipalité dans les proportions suivantes savoir :

1	4 de Curbstones	4 pieds de long	16 pces. de large	
1	4	" 4	" 18	"
1	4	" 4	" 20	"
1	4	" 4	" 24	"

Et des gutter stones de 12 pouces de largeur et 6 pouces d'épaisseur et ayant de 2 1,2 à 4 pieds de longueur. Les soumissions devront avoir quatre pouces d'épaisseur et être égales sur les faces et régulières sur les côtés.

Il est de plus résolu que le secrétaire adressera une copie officielle des résolutions aux parties qui y sont mentionnées.

Sur motion de Mr. A. Lara, et après dispensation des règles,

Lecture est faite d'une requête de Mr. Pierre Lanusse, offrant de vendre à cette Municipalité un terrain situé rue Louise.

Sur motion, cette requête est référée à un comité spécial composé de Messrs Kilshaw, Lara et Féraud.

Le secrétaire donne connaissance d'une lettre de Mr. John Culbertson offrant sa résignation comme avocat de la 3me. Municipalité.

Sur motion de Mr. Duvigneaud, et après dispensation des règles, *Résolu*, que la résignation offerte au conseil par Mr. John Culbertson dans sa qualité d'avocat de la 3me. Municipalité est acceptée et que l'emploi soit et demeure vacant.

Le secrétaire donne connaissance d'un compte de Mr. Lamothe montant à $60.

Sur motion, renvoyé au comité de finances.

Le Recorder ayant fait l'appel des comités ;

Le comité des améliorations, fait le rapport suivant accompagné d'une série de résolutions : Le comité des améliorations auquel a été référée la lettre de M. Charles Carrel, offrant de vendre à la Municipalité la portion de terre nécessaire à l'ouverture de la rue Moreau, a l'honneur de vous rapporter, lo. que les grands établissemens qui se font dans le Municipalité le commerce croissant de cette partie de la ville réclament l'ouverture immédiate de cette rue qui est le plus rapprochée du chemin public. 2o. Qu'entre le rue Morgan et le marché Washington, M. Carrel possède à peu près un mesurage de terre de dix huit pieds de deux pouces de façade à la rue Louise, et s'étendant entre lignes parallèles jusqu'à la rue Piété, ainsi qu'il paraît du plan soumis au Conseil ; il est de la plus grande importance pour la Municipalité de conclure l'acquisition de la terre offerte ; dans ce but le comité vous soumet les résolutions suivantes :

Résolu, Que le Maire est autorisé au nom et pour compte de la Municipalité à acheter de M. Charles Carrel un lot de terre situé en faubourg Claude, joignant la propriété du marché Washington, et ayant soixante deux pieds neuf pouces, trois lignes de face à la rue Louise, et s'étendant de la dite rue Louise entre lignes parallèles jusqu'à la rue Piété, pour la somme de huit mille piastres payables, un tiers comptant, un tiers à un an et un tiers à deux ans, à la charge par la Municipalité d'ouvrir la rue Moreau sur la propriété ci-dessus décrite, et à condition que le marché Washington sera construit sur la façade de la dite rue Moreau après que l'aile du dit marché face à la rue Louise aura été construit.

Résolu, Qu'afin de mettre à exécution la présente résolution, le maire est autorisé à tirer sur le Trésorier son mandat pour la somme de deux mille six cent soixante six piastres et soixante six cents deux tiers et à signer au nom de la Municipalité deux billets de $1,666,66 2|3c. dont l'un à un an et l'autre à deux ans de date.

Résolu, Qu'il sera du devoir du voyer aussitôt que la vente de la dite propriété aura été passée, de faire confectionner en carbotenes et carreler ces briques du lac, les trottoirs qui bordent les deux côtés de la rue Moreau, depuis la rue Louise jusqu'à la rue Piété.

Le comité de pavage fait le rapport suivant d'une série de résolutions :

Le comité de pavage prend la liberté de vous soumettre que cette Municipalité est presque entièrement dépourvue de matériaux de pavage et conséquemment les nombreux travaux publics qui ont été ordonnés pour l'amélioration des chemins doivent souffrir immédiatement un retard.

Ainsi il est urgent que des mesures soient prises immédiatement pour en obtenir les fournitures requises,